

## L'Inde affirme son modèle et sa contribution importante à la croissance mondiale

Il y a peu d'effet d'annonce dans le choix du sujet de cette chronique : exprimé en dollars, le PIB 2018 de l'Inde devrait classer le pays au cinquième rang mondial, derrière les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Allemagne. Donc devant la France et le Royaume-Uni. On sait que ces classements ne sont pas totalement pertinents, mais, le symbole est là et impose d'entrer les tendances indiennes dans la problématique économique générale.

### Une expansion durablement supérieure à celle de la Chine et les atouts d'une démocratie parlementaire

Deuxième pays le plus peuplé de la planète avec 1,36 milliard d'habitants, la République de l'Inde n'est pas passée à côté de la mondialisation. Son produit intérieur brut a été multiplié par quatre entre 2000 et 2011. Après deux ans de stagnation, elle a pratiquement retrouvé son rythme à partir de 2013, à plus de 7 % et les prévisions tablent pour 7,5 % cette année après le « creux » de 2017 de 6,7 %. La dynamique est sensiblement plus forte que celle de la Chine, attendue en croissance de 6,2 % à 6,4 % cette année.

Le potentiel est là dans les chiffres globaux. La population indienne sera supérieure à celle de la Chine dans les cinq à sept ans et la pyramide des âges joue pour elle. La moyenne d'âge de 27 ans est inférieure de dix ans à celle de la Chine ou des États-Unis, et cet écart va durer, avec un taux de fécondité de 2,4 enfants par femme. Cette

démographie qui a longtemps été un facteur entretenant la stagnation économique est devenu un atout.

Bien sûr, c'est la mondialisation et la mise en concurrence globale des populations actives qui a débloqué les choses. Mais le modèle suivi s'est révélé très différent de celui « d'usine des pays développés » de la Chine. La base de cet écart est simple à résumer : ces pays-continent (ou presque) sont d'un côté un État totalitaire, de l'autre une démocratie parlementaire. La spécificité de l'Inde tient aussi au système – si bloquant – de castes qui ne se réduit que lentement malgré l'interdiction de discrimination de la constitution de 1950. Une certaine transparence permet enfin d'approcher les écarts de niveau de vie, de connaître les populations en état de pauvreté, de juger des progressions de revenus et de niveau de vie des catégories qui évoluent.

### Les avantages de long terme d'une mutation et, à court terme, l'instauration réussie d'un marché unique

Derrière la démographie, se cache une vraie mutation. Si le degré global d'alphabétisation est de 70 % de la population, et en se limitant aux 15-24 ans on obtient un score qui approche 90 % et 85 % pour les seules filles qui reviennent de loin (65 % en 2000). 98 % des petits indiens sont inscrits à l'école primaire. Bien sûr, l'éducation est un défi de long terme, mais la population qualifiée de « pauvre » par la

banque mondiale montre à quel point le mouvement est engagé; de 40 % des indiens en 2000, sa proportion est revenue à 20 %. Le cas est assez atypique dans les économies émergentes; la création de richesse (PIB par habitant passé de 440 dollars en 2000 à 1.670 dollars l'année dernière) n'a pas creusé davantage les inégalités.

On retrouve dans le modèle économique les spécificités hindoues. Il s'agit d'une économie émergente (Agriculture qui emploie 50 % de la population et qui concoure à hauteur de 17 % au PIB), qui a pris la voie des services (53 % du PIB produit par 26 % de la population) davantage que celle de l'industrie. L'Inde est plus autonome et plus résistante que la Chine aux à-coups de la conjoncture mondiale. Elle absorbe bien de plus les hausses des matières premières.

La croissance des années 2000 et ces mutations n'avaient évidemment pas mis l'Inde, qui avait une tradition très protectionniste, à l'écart des déséquilibres. En 2013, au moment de la pause dans la croissance, l'inflation se montait à 13 % et le solde de la balance courante était négatif à hauteur de 5 % du PIB. La restauration menée (grâce à un retour de l'expansion) sous la houlette de Narendra Modi, nommé Premier ministre en 2014, a touché les finances publiques, a ramené l'inflation près des 5 % et le déficit courant à 1 % du PIB.

M. Modi et son parti ultra nationaliste BJP présentent un bilan économique très convaincant qui n'est pas pour rien dans la victoire du candidat qu'il soutenait à la présidence de la République en mai dernier. Le rendez-vous de pouvoir est cependant pour 2019 avec les élections législatives et le programme économique a connu une très forte accélération le 1er juillet dernier avec la création d'une TVA unique. La centralisation de la perception de la taxe et de ses taux qui élimine une douzaine d'impositions régionales évite des doubles impositions et ouvre le champ économique. Le tour de force de M. Modi est d'avoir assuré dans le même temps une «démonétisation» mise en place six mois plus tôt qui reste certes incomplète, mais qui réduit réellement le poids du marché noir.

## 9 % de la croissance mondiale 2018 viendra d'Inde; l'économie n'est plus marginale

C'est ce marché unique mieux contrôlé, malgré des difficultés de mises en place à la hauteur de la population concernée, qui donne le nouvel élan à l'Inde et pourrait lui assurer assez durablement une croissance bien supérieure à celle de la Chine. Les pressions sur l'activité liées à la démonétisation n'ont pas cassé le cycle. La visibilité de croissance durable au-delà des aléas conjoncturels globaux donne aux marchés financiers indiens un potentiel que la simple hausse de 17 % n'a pas vraiment entamé. L'Inde va contribuer en 2018 pour 0,3 % à la croissance mondiale. C'est pratiquement 9 % de l'objectif : ce contributeur n'est plus du tout marginal.